

VA
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
 DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ
 SYNDICAL DU 23 NOVEMBRE 2020**

Envoyé en préfecture le 26/11/2020	
Reçu en préfecture le 26/11/2020	
Nombre	Affiché le 84
Quorum	28
Présents	ID : 007-250700267-20201123-2020CS110047-DE
Pouvoirs	7
Votants	68
Abstentions	0
Suffrages exprimés	68
Majorité requise	35
Pour	68
Blancs	0

OBJET : 2.4. FINANCES – DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2021

L'an deux mille vingt, le vingt-trois du mois de novembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITÉ SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat, 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, président du syndicat.


Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération les délégués suivants :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
BETTING Dominique	LES ASSIONS	X	
CONSTANT Bernard	BALAZUC	X	
FERRIER Dominique	BANNE	X	
BADAROUX LAFFONT Julie	BEAULIEU		
BALMELLE Robert	BERRIAS ET CASTELJAU	X	
AMIEL Alexandra	CHANDOLAS	X	
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	X	
KOB Wilfrid	CHASSIERS	X	
TUAILLON Alain	CHAUZON	X	
LINAIS Julien	CHAZEAX		
CHAUDANSON Christian	FABRAS	Pouvoir à	PASCAL Jean
PASCAL Jean	FAUGERES	X	
MARHIC Daniel	GROSPIERRES	X	
LEYNARD Jean-Marc	JOANNAS	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
PONTHIER Jean-Yves	LABEGUDE	X	
GROS Cyril	LABEGUDE	X	
GENEST Sandrine	LACHAPELLE S/S AUBENAS	Pouvoir à	BALAZUC Thierry
BALAZUC thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
VEOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	X	
LE TOQUIN Stéphanie	LALEVADE D'ARDECHE	Pouvoir à	VEOL Christophe
LACROIX Bernard	LARGENTIERE	X	
VILLALONGA Jérémy	LARGENTIERE	X	
DEROUDILHE François	LAURAC EN VIVARAIS	X	
DAVO Jean-François	LAURAC EN VIVARAIS		
HOURS André	MALBOSC	X	
BRUN Marc	MEYRAS	X	
KRASOUSKY Bruno	MONTREAL	X	
DURAND Jean-Luc	PONT DE LABEAUME	X	
LAURIOL Samuel	PRADONS		
BONNAUD Jean-Claude	PRUNET	X	
AUDIBERT François	RIBES	X	
IMBERT Guy	ROCHER		
CAMPO Hervé	ROCLES	X	
BEDAGUE Gery	ROSIERES		
POUGET Eric	ROSIERES		
DE LA FONTAINE Pierre	RUOMS	X	
CARON Christian	RUOMS	X	
BESANCENOT thierry	RUOMS		
LUCENAY Jean-Claude	ST ALBAN AURIOLLES	X	
PHILIPPEAU Patrick	ST ALBAN AURIOLLES	X	
MARIJON David	ST ANDEOL DE VALS		
GARRIDO Jean-Manuel	ST ANDRE DE CRUZIERES	X	
LLORCA Patricia	ST JULIEN DU SERRE	X	
MINJOULAT-REY Claude	ST PIERRE DE COLOMBIER	X	
MERINE Philippe	ST PRIVAT	X	
ROURISSOL Denis	ST PRIVAT	Pouvoir à	MERINE Philippe
CHABRY Christophe	SAMPZON		
DEGUILHEM Arnaud	SANILHAC	X	
BANCHET Marie-Claire	TAURIERS	X	

GANDON Christian	UCEL	X	Envoyé en préfecture le 26/11/2020
BOYER Joël	UCEL	X	Reçu en préfecture le 26/11/2020
GIAUFRET Hervé	UCEL		Affiché le
PERRIER Bernard	UZER		ID : 007-250700267-20201123-2020CS110047-DE
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
LACROTTE Robert	VALS-LES-BAINS	Pouvoir à	ARCHIMBAUD Patrick
EL FARKH Marie	VALS-LES-BAINS		
CHEREL Xavier	VERNON	X	
GRASSET Guillaume	VINEZAC	X	
BOISSIN Odile	VINEZAC	X	
CHASTAGNIER Geneviève	CDC Pays Beaume-Drobie	X	
AUDIBERT François	CDC Pays Beaume-Drobie	X	
GARCIA Denise	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
CLEMENT Nicolas	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
GARRIDO Jean-Manuel	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BALMELLE Robert	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BOYER Joël	CDC BASSIN D'AUBENAS	X	
GROS Cyril	CDC BASSIN D'AUBENAS	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
GINEVRA Stéphane	CHIROLS	X	
MAISONNEUVE Patrick	FONS		
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
PANTOUSTIER Brigitte	JOYEUSE	Supplée par	DOLE Monique
COROMINA Jean	VALLON PONT D'ARC	X	
GIMENEZ Jacques	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	DIVOL Max
DIVOL Max	VALLON PONT D'ARC	X	
MARRON Jacques	SIAEP BARJAC	X	
UGHETTO René	SIAEP BARJAC		
AGERON Claude	SIAEP BARJAC	Pouvoir à	COROMINA Jean
BACCONNIER J-Claude	SIVOM Olivier de Serres	X	
FALLOT Joseph	SIVOM Olivier de Serres	X	
GLADIEUX J-Pierre	SIVOM Olivier de Serres	X	
CROS Michaël	SIVOM Olivier de Serres		
COMPERE Philippe	SIAE ST ETIENNE ST SERNIN	X	

Le secrétaire de séance est : M. Jean-Manuel GARRIDO, délégué de St-André-de-Cruzières et 1^{er} vice-président du SEBA.

OBJET : 2.4. FINANCES – DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2021

Envoyé en préfecture le 26/11/2020
Reçu en préfecture le 26/11/2020
Affiché le 
ID : 007-250700267-20201123-2020CS110047-DE

Conformément à la réglementation, le débat d'orientation budgétaire (DOB) porte pour l'exercice 2021 et, éventuellement, les exercices suivants. Dans ce dernier cas, il s'inscrit dans la logique de plan pluriannuel d'investissement (PPI), qui s'appuie sur la prospective financière. Ces deux études-cadres sont réalisés et suivis par les services à l'interne.

Le DOB permet également au président de faire connaître ses propositions budgétaires prioritaires et les modifications à apporter par rapport au(x) budget(s) antérieur(s). Ainsi les propositions ou modifications relatives aux autorisations de programmes et de crédits de paiements (AP/CP) peuvent être présentées lors de ce débat.

Les éléments d'information communiqués et les orientations présentées doivent susciter le débat pour dégager une validation totale ou partielle, des amendements et des propositions, voire des contre-propositions.

Des textes récents (décret n° 2016-841 et article 13-II de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018), relatifs au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires, ont en outre augmenté le nombre d'informations à présenter dans le corps du texte ou dans les tableaux annexes.

Des informations supplémentaires sous forme de graphes, camemberts et autres illustrations, seront projetées et explicitées en séance, de sorte que les éléments communiqués donneront la tonalité générale de l'économie du projet de budget primitif 2021.

DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS AYANT UN IMPACT SUR LA CONSTRUCTION BUDGÉTAIRE 2021

La réalisation des investissements inscrits dans le PPI oblige le SEBA à prendre en considération divers facteurs exogènes, qui s'imposent à lui, ainsi que des facteurs internes déterminés par l'évolution des tarifs, qui s'imposent ou qui sont librement choisis :

- Une inflation nulle sur les 12 derniers mois glissants.
- Une stabilisation de la consommation par abonné en-dessous des 100 m³ par an.
- Les conditions d'accès au crédit pour les collectivités publiques, contraignantes hier, restent actuellement très intéressantes : marges bancaires en baisse significative, apparition de nouvelles offres sur des durées plus longues, réouverture des lignes de trésorerie, prêts à taux très bas. Toutefois il n'est pas prévu de besoins de financements bancaires avant l'année 2022, au plus tôt.
- Le niveau des aides extérieures, les subventions en particulier, affichent une tendance fortement baissière dans les années à venir, du fait des nouvelles conditions liées à l'intercommunalité, aux incidences de la loi NOTRe, aux contraintes financières des départements les obligeant à réexaminer l'ensemble de leurs politiques, ainsi qu'à la réduction des crédits attribués par l'Agence de l'Eau à compter du 11ème programme. Toutefois, les procédures contractuelles en cours avec ces deux financeurs restent favorables, et pourraient être complétées par le plan de relance. Rappel : le SEBA n'est plus éligible depuis 2013 à la DETR pour les investissements touchant au service des eaux et au service assainissement.
- Le réaménagement de la dette réalisé en 2009 auquel s'ajoutent le recours à des prêts à taux extrêmement favorables, ainsi que l'absence de recours à l'emprunt entre 2012 et 2015, ont redonné au SEBA une capacité d'investissement supplémentaire. Ainsi, le profil de la dette a permis le recours programmé à l'emprunt en 2016 (7 650 000 € empruntés) et en 2017 (3 000 000 € empruntés) sans gros impact budgétaire. Aucun nouvel emprunt n'a été réalisé de 2018 à 2020.
- Le prix de l'eau reste encore supérieur à la moyenne nationale, les écarts se réduisant toutefois d'année en année. Une baisse de la part variable de l'eau potable de 10% a eu lieu en 2020, corrélée à une augmentation de 5% de la part variable de l'assainissement, permettant un rééquilibre à terme des résultats des deux services, conformément à la prospective financière. Cela a conduit globalement à une baisse de la facture pour l'usager.

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS 2021**PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE FONCTIONNEMENT**

- **Vis-à-vis des usagers :**

- Tarifs des redevances : la prise en compte de l'inflation n'aura aucun effet, celle-ci étant nulle sur les 12 derniers mois.
- Tarifs des travaux : des ajustements sont prévus uniquement à la marge. Il sera proposé, en outre, au comité syndical, lors du vote du catalogue des tarifs, d'indexer le bordereau des prix sur l'indice du coût de la construction.
- Impayés : le taux d'impayés au 30 juin 2020 sur la facturation 2018 était de 3,01%. Il n'a pas été possible, avec les informations transmises par le Trésor Public, d'estimer le taux officiel d'impayés au 31/12/2019.
- Poursuite de l'expérimentation de la tarification sociale, sous les mêmes formes, et de la participation au fonds unique logement.

- **Au regard des charges de personnel :**

Augmentation de la masse salariale entre 2020 et 2021, due à l'augmentation des personnels en régie suite aux décisions prises antérieurement et produisant un impact complet en 2021 ; prévision d'embauche d'un technicien et d'un assistant supplémentaires au bureau d'études, et de recrutement d'un technicien de contrôle supplémentaire au SPANC.

STRUCTURE DES EFFECTIFS 2021 – Emplois publics	DÉPENSES 2021 PRÉVISIONNELLES CHARGES COMPRISES
Adjointes techniques (6 agents)	204 226
Agent de maîtrise (2)	72 340
Techniciens territoriaux (5)	251 405
Adjointes administratifs (8)	262 740
Ingénieurs territoriaux (1)	99 805
Rédacteurs (2)	76 178
Attachés (3)	205 151
TOTAL DÉPENSES SALAIRES PERSONNEL PUBLIC 2021 (HORS ACTION SOCIALE)	1 171 845 €
TOTAL DÉPENSES SALAIRES PERSONNEL PRIVE 2021 (HORS ACTION SOCIALE)	2 364 980 €

DEPENSES DE PERSONNEL 2019 (%/2018)					
Traitement indiciaire versé titulaires et non titulaires	Régime indemnitaire versé	NBI versée	Heures supplémentaires versées	Titres restaurants (part employeur)	Avantages en nature
2 028 734 (+ 8,3 %) (2,5 ETP supplémentaires pour les régies)	150 153 (+15,5 %) (prime exceptionnelle « Macron » + mise en place CIA)	14 343 (+ 252 %) (équipes plus importantes donc NBI nouvellement due)	18 998 (+ 16,3 %)	37 008 (+ 3 %)	0

DURÉE EFFECTIVE DE TRAVAIL DANS LA COLLECTIVITÉRégime public :

« Pour les agents du SEBA de catégorie B et C, considérant la journée de travail effectif de 7 heures, le temps de travail de base annuel est de 1572 heures (...) »

Pour les agents du SEBA de catégorie A, considérant la journée de travail effectif de 7 heures 24 minutes, le temps de travail de base (avant application des RTT) annuel est de 1658 heures.

Les droits à RTT des agents de catégorie A issus de ce temps de travail hebdomadaire sont :

0,4 heures par jour x 223 jours / 7,4 heures = 12 jours »

(Délibération du bureau syndical du 14 décembre 2016 et article 6 du règlement de fonctionnement des services de la collectivité)

Régime privé :

« Conformément à l'article L3121-27 du code du travail, la durée hebdomadaire de travail est fixée à 35 heures par semaine civile en moyenne sur l'année, soit une durée annuelle de 1607 heures (journée de solidarité incluse).

Elle peut être portée à 37 heures hebdomadaires dans les conditions prévues au code du travail. En contrepartie, le salarié bénéficiera de 12 jours de repos supplémentaires, dits jours « RTT » par année civile complète travaillée. Ces jours pourront être pris à l'initiative du salarié ou du SEBA conformément aux pratiques en vigueur au sein du SEBA. Le SEBA pourra refuser la demande du salarié selon les nécessités du service et/ou la charge de travail de celui-ci. Les droits à RTT sont amputés par les jours d'absence (hors congés payés) à hauteur de 1 jour par mois complet d'absence.

La période de référence s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année.

Le dispositif d'aménagement du temps de travail sur l'année s'applique à l'ensemble des salariés des régies d'exploitation.

Ce dispositif n'est pas applicable aux salariés employés à temps partiel, dont les modalités de répartition du temps de travail sont contractuellement définies.

Les salariés concernés par les 37 heures hebdomadaires bénéficient d'un lissage de leur rémunération sur la base de 35 heures hebdomadaires. Cette base mensualisée de 151,67 heures est portée au bulletin de paie du salarié concerné.

Les absences rémunérées sont comptabilisées pour leur durée et payées sur la base de la rémunération mensuelle brute lissée.

Les absences non rémunérées donnent lieu à une réduction de rémunération proportionnelle au nombre d'heures d'absence constatées par rapport au nombre d'heures réelles du mois considéré et par rapport à la rémunération mensuelle brute lissée.

En cas d'embauche ou de départ en cours de mois sur la période de référence, la rémunération brute du mois de l'embauche ou celle versée à la date de rupture du contrat de travail sera calculée prorata temporis.

En cas d'embauche ou de départ en cours d'année, le nombre de RTT est calculé au prorata temporis.

Si le contrat de travail du salarié est rompu en cours de la période annuelle de référence sans que celui-ci ait pu prendre la totalité des RTT auxquels il avait droit, celui-ci percevra, pour la fraction des RTT acquis et non pris, une indemnité compensatrice.

Si le contrat de travail du salarié est rompu en cours de la période annuelle de référence alors que celui-ci a pris des RTT, celui-ci sera débiteur, pour la fraction des RTT pris et non acquis, d'une somme calculée sur la base du nombre d'heures prises et non acquises multiplié par son salaire brut horaire.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, seront considérées comme des heures supplémentaires les heures effectuées au-delà de la durée moyenne de 35 heures hebdomadaires calculées sur la période annuelle de référence définie ci-dessus.

La durée hebdomadaire du travail peut être exercée sur 4,5 ou 5 jours, au choix du bénéficiaire, et sous réserve des nécessités de certains services.

(...)

Jour supplémentaire (pour certains agents) :

Un jour de congé supplémentaire par an est accordé à tous les agents ne bénéficiant pas déjà de jours de congés supplémentaires (du fait de leur ancienneté ou de leur statut). »

(Accord collectif du 21 novembre 2018)

- Hypothèses d'évolution des sections d'exploitations (agrégées)

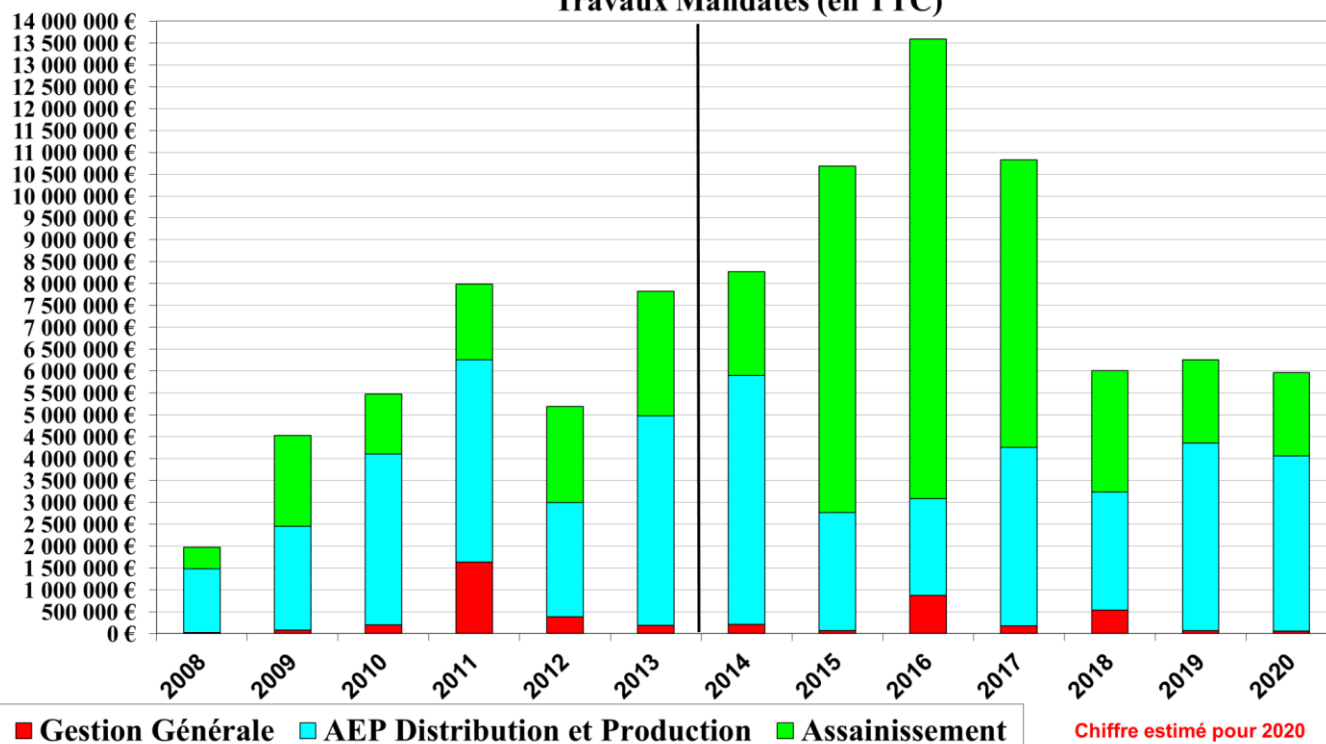
Evolutions annuelles des variables de fonctionnement					
Masse salariale (dépense)					103%
Autres charges de fonctionnement (dépense)					102,50%
Variables d'investissement					
Investissements supplémentaires au PPI (dépense)					
Taux de réalisation des investissements (dépense)					70%
Taux de subvention (recette)					20,00%
Durée moyenne des amortissements					30
Variables financières					
Taux moyen des nouveaux emprunts (dépense)					2,00%
Durée moyenne des emprunts					20

En euros	CA 2018	CA 2019	2020	2021	2022	2023	2024
Redevances services, prestations (70)	12 040 192	12 040 192	14 067 378	14 103 262	14 139 504	14 176 109	14 213 080
Autres produits	1 223 127	1 223 127	1 223 127	1 223 127	1 223 127	1 223 127	1 223 127
Recettes courantes	13 263 319	13 263 319	15 290 505	15 326 389	15 362 631	15 399 236	15 436 207
<i>Evolution (%)</i>			5%	0%	0%	0%	0%
Charges de personnel	2 865 514	2 951 479	3 040 024	3 131 225	3 225 161	3 321 916	3 421 574
<i>Evolution (%)</i>		3%	3%	3%	3%	3%	3%
Charges générales	1 170 179	1 199 433	1 229 419	1 260 155	1 291 659	1 323 950	1 357 049
Autres charges	4 489 096	4 601 323	4 716 356	4 834 265	4 955 122	5 079 000	5 205 975
Dépenses courantes hors intérêts fi.	8 524 789	8 752 236	8 985 800	9 225 645	9 471 942	9 724 866	9 984 598
<i>Evolution (%)</i>		3%	3%	3%	3%	3%	3%
Total Dépenses Fonctionnement	8 524 789	8 752 236	8 985 800	9 225 645	9 471 942	9 724 866	9 984 598
<i>Evolution (%)</i>		3%	3%	3%	3%	3%	3%
I- Autofinancement courant = épargne brute	4 738 530	4 511 083	6 304 705	6 100 744	5 890 689	5 674 370	5 451 609
<i>Taux d'autofinancement courant (%)</i>		34,0	412	39,8	38,3	36,8	35,3

- Evolution de l'épargne nette de la collectivité entre 2015 et 2019

			CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Budget Principal Gestion Générale	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE		94 046	87 211	120 781	122 667	124 641
	CHARGES D INTERETS		32 111	27 902	37 016	35 210	33 230
	ANNUITES DE DETTES		126 157	115 113	157 797	157 877	157 871
	CRD au 31/12		1 574 533	2 487 323	2 366 542	2 243 875	2 119 234
AEP DISTRIBUTION	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	1 374 779	1 459 078	1 472 264	4 670 920	4 979 835
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	3 601 222	3 752 463	4 965 886	8 258 251	9 550 460
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	518 731	307 490	281 555	293 920	361 946
	CHARGES D INTERETS	4	336 656	310 611	324 301	291 830	286 833
	ANNUITES DE DETTES	5	855 387	618 101	605 856	585 750	648 779
	CRD au 31/12	6	4 560 574	5 703 083	5 961 165	5 667 245	5 305 299
	EPARGNE BRUTE	2 - 1	2 226 443	2 293 385	3 493 622	3 587 331	4 570 625
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	1 889 787	1 982 774	3 169 321	3 295 501	4 283 792
	EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	1 371 056	1 675 284	2 887 766	3 001 581	3 921 846
AEP PRODUCTION	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	499 023	592 616	571 390	1 270 091	1 339 709
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	1 099 143	1 114 391	1 135 479	1 606 549	2 494 195
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	403 646	315 462	294 826	304 922	297 260
	CHARGES D INTERETS	4	206 854	189 420	179 149	169 377	158 655
	ANNUITES DE DETTES	5	610 500	504 882	473 975	474 299	455 915
	CRD au 31/12	6	5 328 787	5 013 324	4 718 498	4 413 576	4 116 316
	EPARGNE BRUTE	2 - 1	600 120	521 775	564 089	336 458	1 154 486
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	393 266	332 355	384 940	167 081	995 831
	EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	-10 380	16 893	90 114	-137 841	698 571
ASST COLLECTIF/ANC	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	962 610	1 006 981	1 105 923	2 605 055	2 868 737
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	1 930 382	1 997 521	2 585 373	3 398 519	3 996 204
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	236 994	194 309	309 785	400 290	418 907
	CHARGES D INTERETS	4	143 245	147 956	230 872	266 308	252 155
	ANNUITES DE DETTES	5	380 239	342 265	540 657	666 598	671 062
	CRD au 31/12	6	2 277 350	7 975 791	10 682 725	10 266 138	9 847 231
	EPARGNE BRUTE	2 - 1	967 772	990 540	1 479 450	793 464	1 127 467
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	824 527	842 584	1 248 578	527 156	875 312
	EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	587 533	648 275	938 793	126 866	456 405
TOTAL AEP/ASST	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	2 836 412	3 058 675	3 149 577	8 546 066	9 188 281
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	6 630 747	6 864 375	8 686 738	13 263 319	16 040 859
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	1 159 371	817 261	886 166	999 132	1 078 113
	CHARGES D INTERETS	4	686 755	647 987	734 322	727 515	697 643
	ANNUITES DE DETTES	5	1 846 126	1 465 248	1 620 488	1 726 647	1 775 756
	CRD (AEP et ASST) au 31 12 N	6	12 166 711	18 692 198	21 362 388	20 346 959	19 268 846
	EPARGNE BRUTE	2 - 1	3 794 335	3 805 700	5 537 161	4 717 253	6 852 578
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	3 107 580	3 157 713	4 802 839	3 989 738	6 154 935
	EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	1 948 209	2 340 452	3 916 673	2 990 606	5 076 822
Pour information	CRD (TOUS BUDGETS) au 31 12 N		13 741 244	21 179 521	23 728 930	22 590 834	21 388 080

INVESTISSEMENT - DEPENSES d'EQUIPEMENT
Travaux Mandatés (en TTC)



PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

- Propositions d'investissements pour 2021 de l'ordre de 12,2 M €. Même avec un taux de réalisation élevé, le SEBA devrait éviter le recours à l'emprunt en 2021.
- Poursuite d'une politique ambitieuse de renouvellement des réseaux, telle qu'annoncée dans plusieurs comités syndicaux en 2016, 2017 et 2018 et dans l'étude « modes de gestion ».
- Poursuite du plan d'investissement de 10 M€ sur 10 ans suite à la révision des schémas d'assainissement collectif.
- Et dans le détail :

Bâtiments

Achat éventuel de locaux pour l'antenne de Vals-les-Bains.

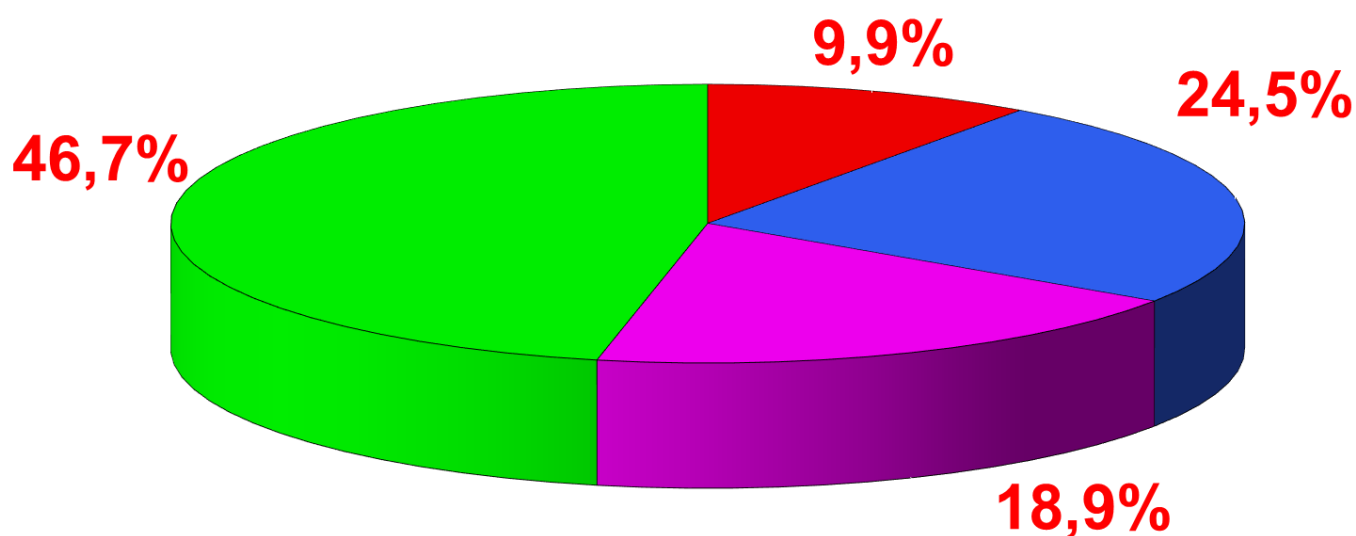
Eau potable principales opérations nouvelles ou poursuivies

Sortie compteurs inaccessibles et radio relève	1 900 000
Renouvellement réseaux	2 300 000
Restructuration alimentation Vinezac	365 000
Schéma directeur basse vallée du Chassezac	1 510 000
Interventions usine PDV	300 000

Assainissement principales opérations nouvelles ou poursuivies

Renouvellement réseaux	1 035 000
Extensions réseaux habitats existants suite nouveaux schémas	1 300 000

DETTE - Encours en capital au 01/01/2021



■ Gestion Générale

1 992 524 €

■ AEP "Distribution"

4 925 787 €

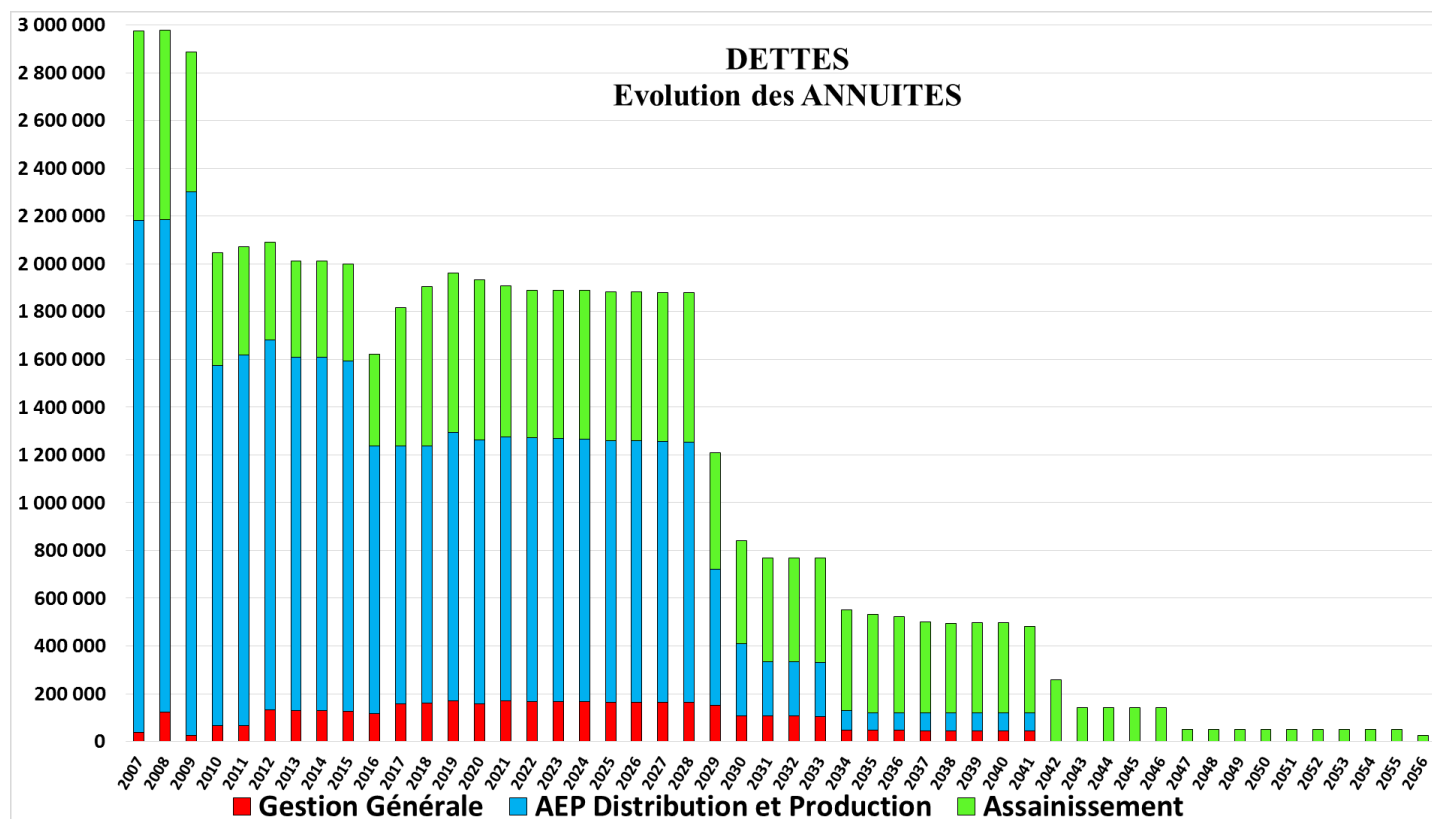
■ AEP "Production"

3 807 760 €

■ Assainissement

9 411 694 €

Total de
20 137 765 €



Envoyé en préfecture le 26/11/2020

Reçu en préfecture le 26/11/2020

Affiché le



Après débat, le comité syndical **PREND ACTE** de la présentation du débat d'ID:007-250700267-20201123-2020CS110047-DEUS
complétée par l'annexe projetée en séance.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le président du syndicat,

Jean PASCAL